



ASSEMBLEE GENERALE DE LA FIMEM MOTIONS MCE-MCEP-MEPA- REPEF

MOTION 1. SUR LE ROLE POLITIQUE-PEDAGOGIQUE DE LA FIMEM

Le MCE, le MEPA, le MCEP, le REPEF demandent à l'Assemblée Générale de la FIMEM de s'exprimer sur le rôle politico-pédagogique de la FIMEM et sur l'actualité de ses documents d'identité: Statut et Charte de l'Ecole Moderne.

Ces documents sont-ils toujours partagés? Est-ce qu'ils sont pratiqués?

Charte de l'Ecole Moderne - version votée à L'assemblée Générale de Nantes 2010

1 - La F.I.M.E.M. depuis sa création partage l'objectif du caractère public, laïc et gratuit des processus de formation. L'éducation ne peut pas être réduite à l'accumulation de contenus, elle doit être réalisée par des moyens démocratiques pour promouvoir le développement et une vie pacifique entre les peuples.

2- L'ÉDUCATION IMPLIQUE L'EXPÉRIMENTATION ET L'ACTIVE PARTICIPATION DANS LA VIE SOCIALE ET UN EXERCICE CONSTANT DE LA DÉMOCRATIE. La pédagogie Freinet repousse toute forme de dogmatisme idéologique et la connaissance sectorielle et isolée, de l'actuel modèle de développement ~~que~~ qui a produit et continue de produire l'explosion des guerres, la domination des plus forts sur les plus faibles et une utilisation insensée des ressources de la planète. Cette pédagogie impulse un objectif critique devant la réalité et met au centre les processus de formation, la conscience et la responsabilité, des qualités indispensables pour un exercice actif de la citoyenneté et pour le changement social.

3 - Les processus éducatifs ne peuvent pas ignorer le contexte qui a surgi à la fin du deuxième millénaire, caractérisé par la globalisation et marquée par des déséquilibres profonds, par des injustices, par des crises cycliques et par un modèle néolibéral de développement, établi de manière acritique sur les lois du marché. Il ne peut pas y avoir une éducation sans une émancipation sociale et culturelle des peuples, sans l'accès à l'école et à l'éducation, sans lutte contre les nouvelles formes de l'analphabétisme, du phénomène qui marque aussi profondément les pays développés.

La F.I.M.E.M. s'engage, à travers ses mouvements, à solliciter la réalisation de programmes d'accès à l'étude pour tous et à élever la qualité de l'éducation prévue et recommandée par les organisations et les mouvements internationaux comme les Forums Mondiaux d'Éducation, l'UNESCO; et régionaux, comme la

Communauté européenne, le *Projet Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (PRELAC; La Havane, 2002)*. Chaque membre de la Fédération, de façon libre, s'engage à collaborer avec les Institutions du milieu où il vit, avec les représentants sociaux, avec les volontaires sociaux, avec les représentants du monde de l'éducation pour provoquer un enseignement laïc, public et gratuit et à l'intégration de tous; cet effort est inclus dans la plus vaste recherche du bien-être et de la promotion de la paix. Nous travaillons pour construire une école pas centralisée mais avec une autonomie pédagogique et administrative, de recherche comme le contexte de la vie dans laquelle sont expérimentées des formes d'autogestion et de démocratie directe, et participative. Ce n'est pas uniquement la classe qui devrait avoir une organisation coopérative, mais tout le système scolaire dans son ensemble et les institutions qui la gouvernent; pour obtenir une école ouverte, transparente, un lieu de construction, avec un projet non déterminé de l'extérieur et avec sa propre identité culturelle. Éduquer dans l'éthique publique et le sens du bien commun permet de confier aux enfants la responsabilité future du monde dans lequel nous vivons.

6 - La FIMEM s'exprime pour le droit de tous à l'accès des possibilités de connaître, mais aussi le droit et la responsabilité de défendre les mineurs des dangers d'une utilisation impropre des nouvelles technologies, des médias de masse et de la navigation sur l'Internet.

8 - La F.I.M.E.M. s'oppose à tout processus de promotion de la privatisation et de la mercantilisation de l'éducation; par conséquent elle s'appuie sur les institutions et l'opinion publique qui déclarent le droit à une école publique et de qualité pour tous/tes.

10 - LES MOUVEMENTS DE L'ÉCOLE MODERNE FAVORISENT L'ÉLABORATION D'UNE PÉDAGOGIE INTERNATIONALE. Aujourd'hui il a un sens à définir notre pédagogie populaire face à la pauvreté et la marginalité, et apporter de nouvelles formes de citoyenneté et d'intégration dans un monde de plus en plus globalisé. Pour rapprocher les enfants d'une citoyenneté mondiale et interculturelle, nous devons nous rappeler que les droits ne peuvent pas être exercés de la même façon partout, ils dépendent des conditions de vie et des ressources. La F.I.M.E.M. reconnaît la demande urgente de formation, en face des nouvelles formes de marginalisation. Elle exprime des nécessités d'inclusion et d'accueil, et considère que l'authentique richesse pour l'avenir, est de garantir la formation et l'accès démocratique aux savoirs.

Pour nous, cela signifie prendre en charge les différentes formes d'oppression et de marginalisation, de violation des droits d'une pluralité de sujets: garçons et filles, femmes, groupes ethniques et peuples opprimés et dépossédés des droits, personnes handicapées, militants persécutés pour leurs opinions ou leurs actions de défense des droits humains.

Nous pensons que c'est en ce qui concerne ces orientations politico-pédagogiques partagées que le mandat du CA doit être développé, et qu'à ce sujet les espaces de décision sont bien établis dans les Statuts de la Fimem. L'article 5 prévoit que

« le CA a les fonctions suivantes:

-élaborer une politique de la fédération à partir du travail des mouvements pédagogiques membres et des propositions d'orientation de l'AG ;

- prendre des positions publiques en fonction des orientations de travail et de l'actualité et prendre toutes les décisions urgentes nécessaires, sous réserve d'en rendre compte aux adhérents. »

De quelle façon le CA assume-t-il ces fonctions au sein de la Fédération?

Comment encourage-t-il ses adhérents à devenir porte-parole et défenseurs des droits et de la légalité?

MOTION 2- REPRENDRE LE CHEMIN VERS UNE ECOLE COOPERATIVE, INCLUSIVE, CAPABLE D'ACCUEILLIR TOUT LE MONDE, SOLIDAIRE, POUR TOUS/TES

Nous sollicitons un débat dans les mouvements et un fort soutien du CA et des adhérents à la FIMEM en face de la situation de pauvreté matérielle et éducative mise en évidence par la pandémie (absence de connexion, difficulté de joindre plusieurs enfants, difficultés des familles,..), mais qui existait déjà dans plusieurs pays.

A la reprise des activités scolaires, qu'est-ce qu'on prévoit pour tous/tes les enfants et les filles qui n'ont pas été touchés par l'éducation à distance pour manque de moyens informatiques?

Et quelles solutions on a cherché dans les pays où l'école a ré-ouvert ?

Comment réagir au manque d'école, aux discriminations, au manque de droit à l'éducation pour beaucoup d'enfants?

Nous proposons d'étudier ensemble les formes de compensation psychologique, les façons de retravailler émotionnellement et dans les relations la période passée, le manque de socialité, de soutenir un travail de projection vers des futurs possibles et souhaitables.

MOTION 3- SUR LES TACHES ET FONCTIONS DES DIFFERENTS ORGANISMES QUI COMPOSENT LA FIMEM

Nous demandons à l'Assemblée Générale de la FIMEM de se prononcer sur la définition d'un autre organigramme pour le fonctionnement de la FIMEM, en votant pour une modification des Statuts qui prévoit:

1) RÉSEAU DES DÉLÉGUÉS - Les délégués sont désignés par les Mouvements, assument un rôle représentatif, participent à l'AG et sont donc mieux informés. Leur nomination sera pour 2 ans et entre une RIDEF et l'autre, le Réseau des Délégués soutient * le travail du CA, organisé en groupes de travail:

Ex: Ridef - Elaboration de documents politico-pédagogiques - Soins de la communication au sein de la Fédération (site / facebook / ...) - Soins des relations avec les Mouvements et des liens entre eux ...

* Puisque le CA est voté par les Mouvements, le soutien à son mandat ne peut pas être l'expression d'une volonté individuelle mais des mouvements.

2) COMMISSIONS DE TRAVAIL INTERNATIONALES - les commissions sont ouvertes à tous les membres, elles sont formées sur la base de l'adhésion volontaire individuelle, sur proposition des mouvements, sur proposition du CA. Elles travaillent sur des tâches / thèmes spécifiques qui se développent entre une RIDEF et la suivante. Une rencontre spécifique, programmée à la RIDEF, peut être consacrée à la discussion sur les sujets abordés.

Les commissions représentent un bon moyen de connecter les membres des différents mouvements, de stimuler leurs connaissances et les échanges.

Ex. commissions: espace philosophique, mise à jour des techniques Freinet, organisation de la correspondance, connaissance d'autres réalités internationales, etc.

3 - COMPOSITION ET TÂCHES DU CA-

Pour une plus grande représentativité du CA nous proposons que chaque continent soit représenté. Pour simplifier le travail du CA, certaines tâches spécifiques (par exemple la comptabilité) peuvent être confiées à des experts (extérieurs au CA) choisis parmi les membres de la Fimem.

MOTION 4- POLITIQUE BUDGETAIRE

Le MCE, le MEPA et le MCEP demandent à l'Assemblée Générale de la FIMEM de s'exprimer sur la définition d'une politique budgétaire différente et sur le fonctionnement de la comptabilité en fournissant :

1) la commission de la comptabilité à un membre expérimenté qui peut aider le CA dans la gestion comptable.

2) Organiser les RIDEF en tenant compte du fait que les coûts élevés ne peuvent être des motifs d'exclusion de la participation des membres des Mouvements. La solidarité ne suffit pas, compte tenu des difficultés économiques qui sont également répandues dans les pays A/B; c'est pourquoi il est important d'envisager la possibilité que la RIDEF soit effectuée dans des pays non coûteux et que les mécanismes

organisationnels permettent d'assurer un accommodement en solidarité avec les membres du mouvement organisateur, ainsi que l'accès collectif et les tâches organisationnelles. Il est également important qu'à chaque RIDEF on puisse partager le travail des écoles où travaillent les membres du Mouvement.

3) Réduire considérablement les frais de déplacement des membres du CA, en utilisant des réunions en ligne et seulement quelques réunions en présence.

4) Prévoir la présentation de rapports sur :

* **PROJETS** présentés avec une fiche de projection qui sera présentée avant le financement, indiquant les avantages réels, qui seront vérifiés au moyen d'une fiche de rapport, non seulement économique, à la fin du projet.

* **SOLIDARITÉ.** C'est un dispositif très important pour la vie et la démocratie de la Fédération. Toutefois, il doit y avoir un engagement, pour les participants des Mouvements qui en bénéficient, à informer leurs mouvements des conséquences positives de la participation à chaque RIDEF : par un engagement dans la préparation des formes de participation à la réunion, par le biais d'un rapport des activités menées (article sur le Web, réunion de diffusion en présence ou en ligne) , par des formes de service et de mutualité adressées à la FIMEM (et aussi à son propre mouvement) en choisissant des formes de documentation, la présence sur les réseaux sociaux avec des propositions, la préparation des matériaux,... comme c'était le cas il y a longtemps, lorsqu'on proposait d'écrire le journal « La Gerbe » à ceux qui ne pouvaient pas se permettre les coûts de séjour, mais ils étaient invités à effectuer un service utile à la Fédération.

MOTION 5.- BOURSE MAESTRO BENAIGES

- La FIMEM désire mettre une plaque honorifique, sur l'école, en souvenir du maître qui fut assassiné le 25 juillet 1936, comme indiqué dans l'Infor 65 :

La AG 2014 a voté le texte présenté par le CA :

- « *La Fédération adhère à l'association de l'école Benaiges de l'Escuela Benaiges de Bañuelos de Bureba (Burgos), Espagne.*

- *Créer une bourse de formation "Antoni Benaiges" pour des jeunes étudiants du monde entier. Pour rédiger les bases de l'octroi de cette bourse se formera une commission au sein du mouvement espagnol MCEP.*

Les bases seront envoyées à la FIMEM pour approbation. »

L'Assemblée Générale (AG) de la FIMEM a demandé au mouvement espagnol MCEP de rédiger les bases. Le MCEP a envoyé les bases (en espagnol, anglais et français) au début de juillet 2016, bases qui ont été révisées et approuvées par le CA de la FIMEM en juillet 2017 et qui sont le règlement actuel de la bourse "Maestro

Benaiges".

En janvier 2018, le CA de la FIMEM a convoqué la première bourse "*Maestro Benaiges*" et sa résolution a été rendue publique lors de l'assemblée de 2018 en Suède.

Le CA aurait dû convoquer la deuxième bourse en janvier 2020 et il ne l'a pas fait.

Nous demandons :

- 1) L'appel immédiat de la bourse pour 2020.
- 2) Que lors de la distribution des tâches du CA il soit tenu compte de celles de la bourse, qui doivent être assumées par un membre élu du conseil pour :
 - Convoquer la bourse.
 - Encourager tous les mouvements à diffuser et à participer à l'appel.
 - Demander à la trésorerie de payer l'allocation annuelle.
 - Être membre du jury. En cas de remplacement, ou d'élargissement du jury, ce sera par un autre membre élu, étant souhaitable que ce soit le président du CA.
 - Tenir à jour l'espace de la bourse sur le site FIMEM.
 - Coordonner un travail coopératif avec le MCEP et l'association "*Escuela Benaiges*".

La dotation économique :

Le CA de la FIMEM a décidé de consacrer à la bourse 1000 € de son budget annuel et de déposer ce montant sur le compte bancaire de l'association "*Escuela Benaiges*". La FIMEM a déposé ce montant en 2015 et 2016. En 2017 on a déposé seulement 500 € et après, plus rien. Il manque 500 € pour 2017, et 1000 € pour chaque année 2018, 2019, 2020.

Le MCEP s'est joint à l'accord de la FIMEM et a approuvé, lors de son assemblée de juillet 2015, une contribution annuelle de 500 € à la dotation financière de la bourse. Le MCEP a payé 500 euros en 2016, 17, 18, 19 et paiera en septembre 2020 la part correspondante pour cette année.

Nous demandons :

- 1) Que la FIMEM règle les montants impayés dans les plus brefs délais.
- 2) Que les budgets comportent une rubrique spécifique "Bourse Maestro Benaiges" afin que l'assemblée puisse vérifier les recettes et les dépenses correspondantes à la bourse.

Nous rejetons la proposition du CA de créer une commission car nous considérons que le jury (trois, ou cinq membres) est déjà une commission, car il est composé de :

- La FIMEM avec un, ou deux représentants.
- Le MCEP avec un ou deux représentants. Par décision de son assemblée ce seront toujours le Délégué International et le Secrétaire Confédéral.
- L'association "*Escuela Benaiges*" avec un représentant.

Une autre commission ne ferait que compliquer et bureaucratiser les tâches. Nous avons besoin que la

procédure soit démocratique, coopérative et agile.

La bourse "*Maestro Benaiges*" représente un grand pas en avant pour la réflexion et la diffusion de la pédagogie de l'École Moderne, et nous demandons donc à la FIMEM de prendre en considération nos propositions et de s'engager à les mettre en œuvre.

MOCION 6- PROMOUVOIR UNE TRANSFORMATION DES PROGRAMMES D'ETUDE DE DIFFERENTS PAYS POUR GENERER UNE NOUVELLE CONSCIENCE DE NOTRE RELATION AVEC LA PLANETE

Bouaventura de Sousa Santos souligne dans son livre « *La pédagogie cruelle du virus* » que le modèle néolibéral du capitalisme a porté l'humanité (0,1% des espèces de la planète) à l'exploitation illimitée des ressources naturelles, à la mort de proportions énormes de nombreux êtres vivants qui ont été déplacés de leur habitat et à une catastrophe écologique imminente, toutes violations de l'équilibre naturel qui ne resteront pas impunies. La pandémie est le résultat de multiples violations de la Terre Mère, mais ce n'est pas une vengeance. « C'est de l'auto-défense pure et simple. La planète doit se défendre pour garantir sa vie. ¹

Sur la base de ce principe, l'une des premières directions à corriger dans ce chemin aléatoire de l'humanité, pour retrouver son rythme de vie antérieur, sera de revoir les actions humaines qui polluent l'air, l'eau et la terre. Le choc de la pandémie doit devenir une leçon puissante qui nous oblige à accepter humblement et modestement qu'il y a un éventail vital sur la planète avec une diversité énorme et plus grande que celle de la seule humanité. Il est nécessaire d'accepter l'idée que la défense de toute vie sur la planète est la garantie de la continuité de la vie humaine. Si les gens continuent à détruire, sans aucune éthique ni conscience, tout ce qui est vivant dans le monde, ces êtres se défendront de manière de plus en plus mortelle pour les êtres humains.

Comment corriger ce cours des événements dès l'école? Il faut penser que l'école ne peut plus préparer pour l'avenir, mais pour le moment actuel. Il est nécessaire de mobiliser ces millions d'étudiants qui transitent par les systèmes éducatifs partout sur la planète et qui sont aujourd'hui pris au piège dans les quatre murs de leurs maisons pour défendre, non pas conceptuellement, non pas en répondant à des questionnaires, mais dans des actions concrètes, toutes les formes de vie dans ce monde, en reconnaissant le droit de chaque espèce à son habitat, à son équilibre, à sa nourriture et à son transit. L'école doit transformer son programme d'études pour cesser de dicter des leçons vides sur la classification des espèces, ou le système osseux au lieu d'organiser des actions concrètes pour défendre l'eau des rivières et des mers, protéger les terres de l'élevage, l'élevage industriel des animaux, la pollution de l'exploitation minière à l'exploitation des matières

1 Bouaventura de Sousa Santos 'La cruel pedagogia del virus' p. 65

premières , la commercialisation d'animaux violemment extraits de leur habitat naturel, la production de tonnes de déchets, d'îles poubelles qui rempliront les mers de pièges mortels pour toutes les espèces qui les habitent et de souligner la nécessité d'autres formes de mobilité qui n'empoisonnent pas l'air. En tant qu'enseignants, nous avons une profonde confiance dans les nouvelles générations qui peuvent entraîner des changements substantiels dans les modes de consommation et de pollution des familles. Avoir appris la leçon d'un virus qui coexistait dans une interaction pratiquement anodine avec diverses espèces d'animaux mais qui, en souffrant d'une perturbation humaine, a provoqué un saut mortel pour l'humanité, doit nous conduire à former des légions de gardiens de la planète, de la vie, de la biodiversité, des espèces menacées. Former des générations qui nient le consumérisme comme drapeau et qui retrouvent le sentiment de coexistence de l'être humain avec le reste de la nature. Nous tenons simplement à souligner qu'il ne s'agit pas de discours vides, mais d'actions concrètes contre l'utilisation de tous les polluants possibles, faites par et avec les écoliers, des plus jeunes de l'éducation initiale aux personnes âgées, des universités. Nouveaux programmes révolutionnaires et pratiques éducatives, y compris l'écoféminisme qui implique la reconnaissance du rôle des femmes dans le soin et la conservation des personnes et de l'écosystème afin de garantir sur la planète la vie harmonieuse de toutes les espèces et le développement durable.

Il s'agit donc de préparer les nouvelles générations à prendre des décisions, à ne pas consommer de produits dans des emballages polluants, à refuser de vivre dans le consumérisme comme un système de vie, à interroger les adultes qui violent l'habitat naturel, à se joindre aux campagnes de protection des animaux en voie de disparition, à refuser de visiter des zoos et des spectacles avec des animaux confinés comme les humains le sont aujourd'hui.

Nous demandons une déclaration de la FIMEM pour la défense de la planète.

MOTION 7- CONSTRUIRE LA CONVICTION DU BESOIN PRIORITAIRE D'ÉQUITÉ ET DE JUSTICE SOCIALE.

L'école doit ouvrir ses portes et ses fenêtres à la réalité afin que les yeux, les oreilles et les pensées des élèves construisent leurs propres critères de jugement sur le monde déséquilibré que les adultes sont en train de leur laisser dans l'héritage. La pandémie met en lumière les inégalités du système social, les intérêts centrés sur le capital, les technologies au service du pouvoir, la concentration de la richesse dans les mains de 1% qui détient 82% de la richesse mondiale, tandis que les 99% luttent quotidiennement pour la subsistance. Il est malsain pour les nouvelles générations de croire qu'il n'y a pas d'autre réalité qu'un néolibéralisme capitaliste, parce que pour la grande majorité des familles dans une économie précaire, cette fragilité les a conduits dans la rue causant des séries de décès dans une tentative de gagner leur vie. Il est bon d'étudier l'histoire et de comprendre ses liens avec le présent; mais il est essentiel de lire le présent pour le

comprendre, le questionner et le transformer, en reconnaissant dans toutes les sociétés la confrontation entre les classes qui ont le superflu et celles qui n'ont pas le strict minimum pour survivre.

L'école post-pandémie nécessite une déconstruction et une construction structurelle qui fournissent des outils cognitifs, émotionnels et éthiques pour que les nouvelles générations comprennent qu'une transformation de la distribution des richesses est urgente, pour encourager la lutte contre le consumérisme et la réflexion sur d'autres réalités possibles où la dignité de la vie humaine est un droit exercé par tous et l'on pratique la coopération, la démocratie et la justice sociale dans tous les moments de la vie de la salle de classe afin qu'elle devienne une structure morale pour rejeter toutes les formes d'exploitation, y compris les nouvelles formes d'auto-exploitation, déguisées en esprit d'entreprise et d'autonomie. Ces nouvelles générations doivent s'opposer à toutes les formes d'exploitation du travail humain et s'engager dans une lutte fraternelle pour la justice sociale, où elles reconnaissent que le néolibéralisme traversé par la domination du capital financier n'a pas été en mesure d'apporter des réponses sociales ou politiques à l'hécatombe à laquelle il a conduit à la société mondiale, ce qui est maintenant vraiment évident dans la crise humanitaire que nous vivons dans le contexte de la pandémie. Il est nécessaire d'apprendre ce qui précède dans les assemblées scolaires, dans les pratiques d'équité à l'école, dans les dialogues avec d'autres acteurs sociaux pour reconnaître qu'il y a la misère, la faim, l'injustice, l'exploitation et l'inégalité. Tout cela devrait contribuer à la prise de conscience sociale et au besoin urgent de coopération dans le domaine du soutien entre les groupes, les familles, les colonies, les peuples et les nations. Il s'agit de se convaincre que personne ne peut avoir le superflu, tant qu'il y en a un qui n'a pas l'essentiel. La lecture du sens de l'engagement social et humanitaire du personnel médical devrait filtrer les voies de sensibilisation. Mais encore une fois, ce n'est pas un discours vide, c'est une pratique de l'équité parce que la pandémie a mis en évidence cette grande partie de la population qui ne pouvait pas rester à la maison parce qu'elle devait sortir pour chercher les moyens de subsistance quotidiens; qui ne pouvait profiter de l'un ou l'autre des produits de l'école virtuelle, qu'il s'agisse d'un élève ou d'un enseignant; qui n'avaient pas un minimum de ressources financières pour recharger le téléphone cellulaire familial afin que les enfants puissent avoir accès à la plate-forme numérique de l'école.

Nous demandons une déclaration de la FIMEM pour construire et pratiquer l'éthique de l'équité et de la justice sociale à l'école dans le but de travailler ensemble afin que tous les enfants et les adolescents aient accès à des conditions de vie dignes pour pouvoir apprendre.